

Passages et mers arctiques – Géopolitique d'une région en mutation, sous la dir. de Frédéric Lasserre, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 489 p.

Mathieu Landriault

Volume 30, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006069ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006069ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Landriault, M. (2011). Compte rendu de [*Passages et mers arctiques – Géopolitique d'une région en mutation*, sous la dir. de Frédéric Lasserre, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 489 p.] *Politique et Sociétés*, 30(1), 182–184. <https://doi.org/10.7202/1006069ar>

Au-delà des raisons méthodologiques, la position de l'auteur trahit l'intention plus profonde d'offrir une critique de la « philosophie des Lumières » (p. 25, 54). Derrière le thème de l'alcool au volant se profile une remise en cause ambitieuse du double projet communément associé aux Lumières d'une appréhension objective du monde, par l'entremise de la science, et d'une organisation rationnelle de la société, par le droit notamment. La lecture de l'ouvrage conduit le lecteur à se demander si cette volonté de mettre à distance le projet rationaliste des Lumières, en démontant ses ressorts narratifs, ses symboles et son rituel, ne conduit pas Joseph Gusfield à endosser un relativisme dont la radicalité, tant épistémique que morale, s'explique par cet arrière-fond normatif.

Le lecteur est quelque peu frustré d'une discussion des principes qui sous-tendent la position de Joseph Gusfield, puisque ce dernier ne donne que peu d'indications sur sa compréhension des fondations philosophiques qu'il entend contester, hormis par de brèves invocations des attributs d'universalité, de cohérence et de rationalité (p. 162, conclusion). L'ensemble de la critique de fond s'avance donc masquée. En tant qu'objets de narration, les concepts de moralité publique, de droit ou encore de responsabilité apparaissent débarrassés de toute consistance. Il est alors possible d'y voir le défaut d'aborder les questions normatives sous un angle purement discursif, gommant de la sorte la valeur des normes et des principes dans la structuration de l'espace public. À l'encontre de la démarche d'ensemble de l'ouvrage, il peut être objecté que la moralité et le droit ne se limitent pas à un pur symbolisme exprimant des luttes qui ne seraient qu'interprétatives. Ils traduisent aussi des solutions concrètes à des problèmes d'action collective tout aussi réels (comme les règles de circulation routière en recèlent), ce que l'ouvrage laisse de côté.

Il n'en demeure pas moins que *La culture des problèmes publics* est un livre stimulant. Même si la démarche n'est pas novatrice (en raison des trente années écoulées depuis sa première parution), elle souligne de manière pertinente que la dynamique de constitution des faits publics n'est pas un donné naturel qui s'imposerait aux agents et aux institutions. Au final, elle pointe un paradoxe des sociétés libérales qui, bien que profondément individualistes et marquées par la division entre sphères publique et privée, n'en font pas moins l'expérience d'une floraison continue de problèmes publics. Comme le fait remarquer Cefai, « les problèmes publics sont des générateurs de mondes sociaux et d'arènes publiques » (p. 283). Plus qu'objets constitués, ils sont donc des éléments structurants de nos démocraties.

Xavier Landes
 Université de Copenhague
 xavier.landes@gmail.com

Passages et mers arctiques – Géopolitique d'une région en mutation

sous la dir. de Frédéric Lasserre, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 489 p.

L'Arctique est perçu majoritairement comme une région distincte avec ses dynamiques sociales, environnementales et économiques spécifiques. Pas étonnant donc que cet espace ait été et soit toujours analysé avec grand intérêt par les études régionales (*area studies*), mais aussi par la géographie humaine. Une force notable de ce type d'études réside dans la pluridisciplinarité déployée pour comprendre les forces dynamiques animant une région donnée. *Passages et mers arctiques* ne fait pas exception, tentant de présenter des analyses issues des sciences juridiques, de la science politique, de l'océanographie et de la géographie. Cette interdisciplinarité constitue sans doute la principale force de l'ouvrage, permettant de cartographier les

différents processus humains et écologiques présents dans l'Arctique. À ce titre, *Passages et mers arctique* vient combler un vide dans la littérature francophone en ce qui a trait à un regard interdisciplinaire sur l'Arctique, là où plusieurs collectifs avaient fait cet effort en anglais. Pensons notamment au livre *Breaking Ice – Renewable Resource and Ocean Management in the Canadian North*, sous la direction de Fikret Berkes et ses collaborateurs¹ en 2005, ou au collectif *The Arctic – Environment, People, Policy*, sous la direction de Mark Nuttall et Terry Callaghan² en 2000. *Passages et mers arctiques* permet donc de poser une première pierre dans les études régionales sur l'Arctique en français.

Deux autres qualités méritent d'être soulignées. Premièrement, *Passages et mers arctiques* nous permet de concevoir une pluralité de points de vue sur la géopolitique de cet espace, sortant ainsi d'une dynamique dominante où quelques grands ténors monopolisaient (ou monopolisent toujours) le débat et les échanges concernant le futur de l'Arctique (pensons ici surtout à Rob Huebert, Franklyn Griffiths et Whitney Lackenbauer). Cette ouverture est salutaire et prometteuse.

Deuxièmement, une diversité intéressante d'approches théoriques a été retenue, ce qui nous permet de considérer une large gamme d'acteurs et de pratiques évoluant dans le contexte arctique. Ainsi, certains contributeurs vont déployer des perspectives plus traditionnelles, prenant racine dans les études stratégiques ou une description des politiques publiques canadiennes dans l'Arctique. Par exemple, le chapitre de Joël Plouffe nous offre une analyse de l'impact de l'évolution des relations stratégiques entre le Canada et les États-Unis, tandis que celui de Jérôme Le Roy détaille les actions russes entreprises dans la région arctique. Ces regards s'avèrent davantage pragmatiques en se concentrant quasi uniquement sur une description matérielle des pratiques russes, américaines et canadiennes.

Par ailleurs, l'ouvrage laisse la place à des approches théoriques plus critiques, basées majoritairement sur l'étude des représentations, des discours et des pratiques identitaires. Ainsi, le chapitre rédigé par Samantha Arnold représente une rareté dans la littérature universitaire en français sur l'Arctique: une analyse de la construction des représentations entourant la nordicité comparée aux pratiques discursives et non discursives présentes dans le volet nordique de la politique étrangère canadienne. Stéphane Roussel développe aussi en utilisant l'identité et l'idée clé du continentalisme pour lier théorie et pratique dans les actions entreprises dans l'Arctique, dans l'articulation du nouveau discours sécuritaire des années 1990 et 2000 dans la région. Cette focalisation sur les représentations et l'identité représente une dimension intéressante de la réalité de cette région, un effort entrepris par Lasserre dans son ouvrage *Le Canada d'un mythe à l'autre*, publié en 1998 aux éditions Hurtubise de Montréal.

Par contre, deux bémols s'imposent. Cet effort interdisciplinaire est louable, mais nous pouvons entrevoir une prédominance des études favorisant la discipline géographique. Une plus grande diversité disciplinaire, avec entre autres des disciplines des sciences naturelles ou même des sciences humaines (nous pouvons penser notamment à la sociologie et à l'anthropologie), aurait permis au collectif de Frédéric Lasserre de se comparer avantageusement avec des ouvrages similaires en anglais. Cela aurait contribué à décrire un portrait global des multiples facettes de cet espace complexe, à l'instar de l'ouvrage *The Arctic – Environment, People, Policy* cité ci-dessus qui porte son regard également sur le monde naturel, social et gouvernemental. Nous retiendrons ici en outre que Lasserre n'a pas voulu opter pour une présentation pluridisciplinaire, se contentant d'aborder une diversité de sujets et de disciplines sans nécessairement tenter des analyses fusionnant plusieurs disciplines scientifiques (le cœur même de la pluridisciplinarité).

1. Fikret Berkes, Rob Huebert, Helen Fast, Micheline Manseau et Alan Diduck, Calgary, Presses de l'Université de Calgary.
2. Amsterdam, Harwood Academic Publishers.

Le deuxième bémol touche une pratique universitaire de manière plus large mais généralisée que l'on constate dans les études portant sur l'Arctique : les observateurs et les analystes viennent de l'extérieur de cette région. Cela a pour conséquence de porter un regard externe sur cette réalité tout en focalisant dans bien des cas sur les politiques et les actions entreprises par des acteurs externes à cette région. De plus, un regard « macro » éclaire la majorité des contributions, ce qui représente une lacune de la plupart des chapitres qui développent une description des relations stratégiques entre acteurs.

Pour conclure, cet ouvrage porte l'empreinte des développements récents ayant touché l'Arctique. Dans l'introduction de Lasserre de même que dans plusieurs contributions, nous pouvons sentir l'urgence et l'angoisse amenées par des événements récents dans un espace en constante mutation. L'avenir nous dira si cette angoisse fut justifiée et si les processus et les pratiques pesant sur la région arctique changeront dramatiquement.

Mathieu Landriault
 Université d'Ottawa
 mland031@uottawa.ca

Un monde unidimensionnel

de Dario Battistella, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, 174 p.

À l'instar de l'homme unidimensionnel de Marcuse évoluant dans un contexte marqué par l'uniformité et l'absence de lutte agonistique entre idéaux sociétaux opposés, nos États contemporains convergeraient-ils vers un ensemble de valeurs consensuelles, inspirées par une puissance américaine hégémonique dont elles servent les intérêts ? Dario Battistella répond positivement à la question, en deux temps qui constituent autant de parties d'un essai aussi didactique qu'impertinent. Alliant considérations théoriques et réflexions historiques, il dénonce l'inclinaison des démocraties libérales à exporter des valeurs prétendument universelles. Valeurs dont le voile d'universalité dissimulerait leur caractère culturellement et géographiquement situé ainsi que les intérêts de leurs promoteurs.

La première partie de l'essai s'attache à démontrer l'unipolarité du système interétatique contemporain. Disposant de ressources matérielles inégalées et d'une capacité d'influence demeurée intacte (l'auteur relativise les échecs afghan et irakien), les États-Unis joueraient le rôle de *Léviathan* international, susceptible de tenir toutes les unités étatiques en respect afin de normer leurs interactions. Washington serait une « sorte d'*ersatz* de gouvernement mondial » capable d'imposer la sécurité, l'ordre et la stabilité. Cette unipolarité serait en outre destinée à durer, en l'absence d'une quelconque volonté de rééquilibrer la balance dans le chef des autres puissances. D'une part, parce que toute tentative d'équilibrage d'un État (la Chine, par exemple) nécessite une domination régionale (en Asie) ; stratégie qui se heurterait immédiatement à une résistance de ses voisins (l'Inde et le Japon). Voisins qui en appelleraient à une intervention de la puissance dominante qui ferait obstacle à cette ambition de domination régionale. D'autre part, parce que les valeurs « démocratiques-libérales » véhiculées par la puissance principale sont considérées comme légitimes et partagées par un nombre important de protagonistes qui n'ont dès lors aucun intérêt à viser l'instauration d'un nouvel équilibre.

La seconde partie de l'ouvrage se concentre sur l'avènement d'une société internationale unie autour de ces valeurs démocratiques-libérales. L'auteur soutient que le fait d'adhérer à cet agenda normatif particulier dicté par la puissance prépondérante, et à le promouvoir, conditionnerait l'accès au statut de membre légitime de la société internationale. Si formellement